

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Rue Pierre Bonnard
CS87564
Cité administrative
64000 Pau

Pau, le 25/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Béarn Enrobés

Avenue du Vert Galant
64230 Lescar

Références : DREAL/2026D/2434

Code AIOT : 0005202637

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement Béarn Enrobés implanté Avenue du Vert Galant 64230 Lescar. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans un double cadre :

1. L'action régionale thématique intitulée "Opération coup de poing (OCP) produits chimiques",
2. Le suivi des non-conformités et des demandes formulées lors de la précédente inspection du 24 février 2023 (rapport du 3 août 2023).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Béarn Enrobés
- Avenue du Vert Galant 64230 Lescar
- Code AIOT : 0005202637
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BEARN ENROBES est située Avenue du vert Galant à Lescar (64230). Elle y exploite une centrale d'enrobage de matériaux routiers.

Le site est installé sur un complexe industriel comprenant plusieurs établissements, notamment :

- une carrière (DRAGAGE DU PONT DE LESCAR),
- une centrale à béton (SAS BÉTON CONTRÔLE DU BÉARN),
- une autre centrale d'enrobage (SOGIBA Enrobés).

La société BEARN ENROBES est une entité du groupe COLAS dont l'activité développée à Lescar se fait sous le nom commercial de « Béarn Enrobés ».

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1 et article 35	Demande d'action corrective	1 mois
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5a	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois
6	Situation administrative	Autre du 03/08/2023	Demande d'action corrective	1 mois
7	Déclaration de l'autosurveillance	Autre du 03/08/2023	Demande d'action corrective	1 mois
8	Traitement	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des événements des cuves de bitume	13/05/2005, article 20 et article 20.1		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 13/05/2005, article 11.3.1	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Préfectoral du 13/05/2005, article 11.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 12 mars 2026 a identifié des non-conformités portant sur :

- la gestion des produits chimiques : FDS manquantes ou obsolètes (ex. : huile Carter EP 220, bitume REPSOL), accès non garanti pour les opérateurs,
- la situation administrative : absence de réponse aux demandes de l'inspection 2023 (classement des activités, cessation de l'activité d'enrobage à froid, choix des prescriptions pour la rubrique 2521),
- l'autosurveillance : non-déclaration dans GIDAF des résultats pour les eaux de surface et les eaux souterraines, dépassement de la valeur limite de MES en décembre 2025,
- le traitement des émissions : événements des cuves de bitume non traités (odeurs/COV).

En l'absence de réponse au rapport d'inspection du 3 août 2023, il est laissé un délai d'un mois pour y répondre. Passé ce délai, nous proposerons au Préfet des Pyrénées-Atlantiques un arrêté de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1 et article 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée :

Article 31.1 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité [...].

Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

Constats :

L'inspection a débuté par l'examen de l'état des stocks (point de contrôle n°5).

Sur la base des produits figurant dans l'état des stocks, la présentation de fiche de données de sécurité (FDS) a été demandée.

L'exploitant utilise un classeur physique regroupant les FDS, car la base de données numérique du groupe COLAS n'est pas accessible au responsable du site. L'examen par sondage a révélé plusieurs non-conformités :

- l'huile Carter EP 220 : pas de FDS disponible dans le classeur,
- plusieurs FDS sont obsolètes (antérieures au règlement européen n° 2020/878) : l'huile SERIOLA 1510 et le Bitume REPSOL (grade 35/50) disposent de fiches datant de février 2004.
- enfin, l'opérateur chargeur interrogé ignorait comment accéder aux FDS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un mois, l'exploitant met à jour les FDS pour mettre à disposition du personnel des versions conformes au règlement REACH et précise l'organisation mise en place pour garantir l'accès effectif et permanent des travailleurs aux FDS (formation des opérateurs, accessibilité du poste informatique ou du classeur).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5a

Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

Prescription contrôlée :

5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés :

a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

Constats :

La FDS du bitume précise de ne jamais utiliser directement des jets d'eau pour intervenir sur du bitume pris dans un incendie.

Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'un Robinet Incendie Armé (RIA) à proximité des réservoirs de bitume.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 1 mois, l'exploitant vérifie la compatibilité des moyens de lutte incendie existants pour le bitume et transmet les conclusions à l'inspection. Il propose, le cas échéant, un plan d'actions de mise en conformité intégrant notamment la formation de son personnel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2005, article 11.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Le dimensionnement des rétentions a été vérifié dans les cas suivants : - 4 réservoirs de bitume de 80 000 L chacun, associés à une rétention de 200 000 L, - pour les huiles, une rétention de 473 L accueillant 2 fûts de 200 L d'huiles et des bidons de solvant (3x10 L) et d'huile usagée (20L). Par ailleurs, des bidons d'huile pour la chargeuse (5x20L) et de liquide de refroidissement (1x20L) sont également présents sur rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2005, article 11.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]
Constats : L'organisation actuelle des stockages de bitume et d'huile SERIOLA 1510 est conforme aux dispositions des FDS de ces deux produits en matière de gestion des incompatibilités. Par ailleurs, l'oxyde de fer est stocké en milieu non confiné conformément à l'article 35.2 de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2005.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]
Constats : L'exploitant tient à jour un état des stocks mensuel. L'état des stocks au 28 février était disponible lors de la visite. En l'absence de laboratoire d'analyse, il a été noté l'absence de perchloroéthylène (PCE) sur le site. La présence d'huiles usagées ou inutilisées a été relevée sur les rétentions alors que celles-ci ne figurent pas dans l'état des stocks.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de procéder à l'évacuation des huiles inutilisées vers une filière de traitement des déchets adaptée afin de ne pas encombrer inutilement les zones de stockage et de rétention. Le cas échéant, ces huiles sont à ajouter à l'état des stocks. L'exploitant transmet les éléments justifiant de la mise en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Situation administrative

Référence réglementaire : Autre du 03/08/2023
--

Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : <p>À l'occasion de l'inspection du 24 février 2023, il a été constaté : <i>"La société Béarn Enrobés a été autorisée par arrêté préfectoral n° 05/IC/224 du 13 mai 2005 à exploiter une station d'enrobage à chaud. Suite à la parution du décret n° 2019-292 du 9 avril 2019, les stations d'enrobage à chaud relèvent désormais du régime de l'enregistrement.</i></p> <p><i>L'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif à la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement prévoit que les dispositions de cet arrêté sont applicables, dans les conditions précisées en annexe I, aux installations existantes qui en font la demande.</i></p> <p><i>Par ailleurs, depuis la dernière inspection réalisée sur le site, l'exploitant a mis à l'arrêt son installation d'enrobage à froid et a remplacé le chauffage utilisant des produits combustibles (rubrique n° 2915) par un chauffage électrique."</i></p> <p>Le rapport d'inspection du 3 août 2023 demandait : <i>"Sous un mois, l'exploitant valide le tableau de classement de ses activités exercées sur le site de Lescar, figurant en annexe du présent rapport et mis à jour lors de l'inspection. Pour les activités mises à l'arrêt, il procède à la notification d'une cessation partielle via le CERFA n° 15275*04, accessible en ligne sur https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R39946</i> <i>Sous le même délai, il précise :</i> - <i>l'option qu'il souhaite retenir pour les prescriptions applicables à sa station d'enrobage à chaud,</i> - <i>la quantité de matière utilisée en ce qui concerne la rubrique n° 2640 (en tonnes par jour)."</i></p>
Constats : <p>Aucune suite n'a été donnée aux demandes formulées dans le rapport d'inspection du 3 août 2023. L'exploitant n'a pas validé son tableau de classement mis à jour, ni procédé à la notification de cessation partielle d'activité (CERFA n° 15275*04) pour l'installation d'enrobage à froid.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Sous un mois, l'exploitant transmet impérativement le tableau de classement validé, la preuve du dépôt du CERFA de cessation partielle d'activité et précise ses choix concernant les prescriptions à retenir pour la rubrique 2521.</p> <p>Passé ce délai, un arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé au préfet des Pyrénées-Atlantiques sur les non-conformités identifiées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Déclaration de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Autre du 03/08/2023
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GIDAF
Prescription contrôlée :

<p>Lors de l'inspection du 24 février 2023, il a été constaté : <i>"L'exploitant ne transmet pas les résultats de l'autosurveillance de ses rejets aqueux."</i></p> <p>Dans le rapport du 3 août 2023, il a été demandé à l'exploitant : <i>"Dès la prochaine campagne d'analyses des rejets aqueux de ses installations, l'exploitant renseigne la plate-forme GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente) avec les résultats des mesures d'autosurveillance."</i></p> <p><i>Pour pouvoir se connecter, il faut disposer d'un compte Cerbère (https://authentification.in.developpement-durable.gouv.fr/authSAML/moncompte/creation/demande.do) et communiquer l'adresse mel correspondante à l'inspection des installations classées pour activation des droits."</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats de l'autosurveillance ne sont toujours pas télétransmis via GIDAF. L'analyse des eaux pluviales du 4 décembre 2025 révèle une non-conformité importante sur les Matières en Suspension (MES) avec une valeur de 228 mg/L pour une limite fixée à 30 mg/L. L'exploitant indique avoir procédé à un nettoyage des installations à réception de ces résultats. Il a également identifié la nécessité de remplacer le séparateur d'hydrocarbures. La surveillance des eaux souterraines réalisée en juin et décembre 2025 est en revanche satisfaisante, les résultats étant sous le seuil de quantification des substances.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un mois, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - procède à la déclaration dans GIDAF de ses résultats d'autosurveillance, - réalise une nouvelle analyse de contrôle des rejets aqueux, - propose un calendrier de remplacement du séparateur d'hydrocarbures. <p>L'exploitant transmet les éléments justifiant de la mise en conformité. Passé ce délai, un arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé au préfet des Pyrénées-Atlantiques sur les non-conformités identifiées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Traitement des événements des cuves de bitume

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2005, article 20 et article 20.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des événements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 20</u> : DISPOSITIONS GENERALES : [...] Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source, canalisés et traités.[...]</p> <p><u>Article 20.1 - Odeurs</u> : Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</p>

Constats :
Conformément à l'article 20 de l'arrêté préfectoral, les gaz odorants doivent être captés et traités. Lors de la visite, il a été constaté que les événements des cuves de bitume sont canalisés mais qu'aucun dispositif de traitement n'a été mis en place.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Sous 6 mois, l'exploitant met en place un système de traitement des COV et des odeurs sur les événements des cuves de bitume. Pour ce faire, il fournit sous un mois le plan d'actions pour respecter cette échéance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois